

Master | Contrat d'apprentissage |
RNCP 38158

Master Droit - Parcours Droit et Gestion Publique (M_235_DGP)

PRÉSENTATION

► Présentation de la formation

Le Master Droit et Gestion Publique vise à former des managers capables de piloter et d'encadrer les processus de modernisation engagés au sein du secteur public, qu'il s'agisse des réformes des finances et de la comptabilité, de l'évaluation et du contrôle des politiques menées, de la gestion des ressources humaines ainsi que des transformations organisationnelles qui les accompagnent.

Ce master s'adresse aussi aux cadres du secteur privé (cabinets de consultants, grandes entreprises) travaillant avec le secteur public et confrontés aux changements qu'il connaît.

La spécificité de cette formation tient à la mixité des publics attendus : le partenariat entre Dauphine et l'ENA a été conçu pour mêler dans une même formation des étudiants en formation initiale, en apprentissage et, en formation continue, des cadres du secteur public et des professionnels travaillant avec le secteur public, que ce soit dans des sociétés de conseil ou dans des entreprises industrielles, commerciales ou financières. La spécificité de ce master tient aussi à la mixité des intervenants : hauts fonctionnaires, consultants, enseignants et chercheurs de l'université.

► Objectifs de la formation

- Mesurer les enjeux juridiques mais aussi politiques, économiques, sociaux et sociétaux de l'action publique
- Maîtriser les outils d'analyse de l'action publique
- Acquérir les méthodes de prévention et résolution des conflits
- Agir dans un environnement européen international
- Acquérir un savoir-faire et un savoir-être adéquats aux missions plurielles qui seront confiés aux diplômés dans leur vie professionnelle

► Métiers visés

- Métiers de la fonction publique
- Cadre du secteur privé

- Juriste d'entreprise
- Juriste des collectivités territoriales
- Juriste d'affaires

► Rythme d'alternance

M1 : cours 2 jours par semaine (jeudi et vendredi).
M2 : cours les jeudi, vendredi et samedi matin.
Le lundi matin n'est en ces cas pas travaillé.
Le calendrier est conçu pour donner aux étudiants la possibilité de mener de front leur vie professionnelle et la participation active au cycle de formation.

► Dates de la formation et volume horaire

1 ère année : 09/09/2024 > 11/09/2026 (504 heures)
2 ème année : 09/09/2024 > 05/09/2025 (477 heures)
Durée : 2 ans
Nombre d'heures : 981h

ADMISSION

► Conditions d'admission

Pré-requis :

BAC + 3 ou BAC + 4.

Année 1 :

Titulaires d'un diplôme BAC+3 (180 crédits ECTS) ou équivalent à Dauphine, d'une université ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur dans les domaines suivants : droit, droit et sciences politiques, sciences politiques, sciences sociales.

Année 2 :

Niveau Maîtrise ou M1 (droit, gestion, science politique, économie) ou expérience professionnelle (possibilité de bénéficier de la VAP).

► Modalités de candidature

L'admission se fait en 3 étapes :

Candidature en ligne

Décision d'admissibilité pour les entretiens, sur la base du dossier de candidature

Entretien avec les candidats admissibles, puis décision d'admission

CONTACTS



Vos référents FORMASUP PARIS IDF

Sonia CHERFI

contact@formasup-paris.com

Huguette NKONGI MBUNGU

Pour les publics en situation de handicap : consultez nos pages dédiées Apprenants et Entreprises.



PROGRAMME

► Code RNCP 38158

► Direction et équipe pédagogique

Cf. programme.

M1: Responsable du M1 Elisabeth Mella (Titulaire)

Equipe d'enseignants titulaires:

- Elisabeth Mella,
- Alix Perrin
- Olivia Tambou
- Antoine Louvaris
- Renaud Dorandeu
- Thierry Tuot

M2: Responsables Pédagogiques: Alix PERRIN et Renaud DORANDEU

+ Equipe intervenants vacataires

	Volume horaire session -1 année 1	Volume horaire session -1 année 2
Programme détaillé de la formation		
Droit administratif approfondi	18h	
Mutations de l'action publique	36h	
Contentieux public	42h	
Politiques publiques	18h	
Droit du numérique et de l'intelligence artificielle	24h	
Séminaire de recherche ou clinique juridique	36h	24h
Droit des organisations territoriales décentralisées	21h	
Finances et comptabilités publiques	18h	
Droit de l'Union européenne approfondi	18h	
Questions sociales	9h	
Examens	40h	
Travaux personnels, de groupe, séminaires	60h	

Droit de l'environnement	18h
Droit constitutionnel approfondi	18h
Economie publique	24h
Management Public	18h
UE professionnelle	20h
Lobbying et plaidoyer	18h
Droit public des affaires	24h
Droit de la commande publique et des contrats complexes	24h
	23h
Economie de finances publiques	24h
Outils du contrôle de gestion des organisations publiques	24h
Contrôle de gestion et systemes de pilotage dans les organisations publiques	24h
Droit et économie du contrat administratif	24h
Gestion financiere de l'Etat, des collectivités et des EPN	72h
Contrôle de gestion de la sphère publique ; modalités, mises en oeuvre, résultats	24h
Enjeux de la transformation numérique	18h

Mémoire+ ateliers + Grands enjeux de la transformation publique	65h
Options marketing public/ outils juridique de l'action publique / ou Territoire et AP	59h
Droit de la fonction publique	24h
Technique du Procès administratif	24h
Legistique	24h
Séminaire	24h

► Modalités pédagogiques

Cours, ateliers, conférences.

► Contrôle des connaissances

Examens écrits et/ou oraux. Mémoire.

Année 1 :

Examens écrits et/ou oraux.

Année 2 :

Examens écrits et/ou oraux. Mémoire.

► Diplôme délivré

Diplôme de Master. Domaine Droit, économie, gestion ; Mention Droit ; Parcours Droit et gestion publique.

Diplôme national de niveau 7 du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, préparé à Dauphine - PSL et délivré par l'Université PSL.

COMPÉTENCES

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying

- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

► Activités

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

Année 1 :

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

Année 2 :

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

► Usages avancés et spécialisés des outils numériques

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention.
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine.

► Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale. Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines.
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines. Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux.
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation.

► **Communication spécialisée pour le transfert de connaissances**

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère.

► **Appui à la transformation en contexte professionnel**

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles. Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe.
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en oeuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif.
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité. Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.